

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19106 - 74ÈME ANNÉE

## Législative partielle dans la 7e circonscription

### Gilles Leperlier : «Des mesures plus justes pour les familles réunionnaises»

Dans un communiqué diffusé hier, le candidat du PCR à la législative partielle dans la 7e circonscription présente les propositions destinées à améliorer la situation des familles réunionnaises qu'il compte défendre à l'Assemblée nationale.



Jessie Caro et Gilles Leperlier.

**Pilier de notre société, facteur de cohésion sociale, moteur de la vie citoyenne, la famille réunionnaise est au cœur de mes préoccupations et du projet que nous défendons, avec ma suppléante Jessie Caro, aux côtés des Réunionnais. Toutes les générations sont aujourd'hui victimes du système capitaliste imposé par les gouvernements successifs. Il est plus qu'urgent d'agir.**

Comment accepter que nos retraités vivent avec moins de 200 euros par mois, après une vie de dur labeur et que le coût de la vie devienne de plus en plus cher ? Comment accepter que nos étudiants renoncent à leurs études faute de moyens financiers ? Comment accepter que nos travailleurs se ruinent en frais de garde d'enfant, pour pouvoir travailler et gagner à peine de quoi vivre ? Comment

accepter que nos hôpitaux de proximité ferment, sans alternative ? Comment accepter que des familles, déjà dans la peine, doivent rajouter à leur douleur, la garde d'un défunt chez elle, parfois 24 heures, faute de médecin pour constater le décès ? Toutes ces aberrations, hélas, sont le quotidien de nombreuses familles réunionnaises. Avec des lois adaptées, nous pouvons changer cela.

- **Pour les petites retraites**, dont les retraites agricoles, nous proposons qu'elles soient revalorisées, à hauteur minimum du seuil national de pauvreté, soit 900 euros par mois.

- **Pour nos gramoums**, qui seront quatre fois plus nombreux d'ici 2040, nous proposons un meilleur dispositif pour le maintien à domicile, avec le remboursement du matériel de soins. Il est également urgent de former les personnes et mettre en place les structures adaptées pour accueillir et accompagner nos personnes âgées. Offrir à nos gramoums des soins de qualité, c'est répondre aux besoins de la population, c'est aussi créer de l'emploi durable !

- **Pour nos étudiants**, je défends une allocation autonomie de 700 euros par mois, quels que soient les revenus des parents.

- **Pour les parents**, je propose

d'améliorer la Page (Prestation d'accueil du jeune enfant) et de réformer le congé maternité et parental pour qu'ils puissent s'adapter à chaque situation. Aussi, de nombreuses familles sont confrontées à des difficultés lorsqu'il s'agit d'obtenir un certificat de décès la nuit, le week-end ou les jours fériés. Nous proposons une astreinte 24h/24 et 7j/7 pour délivrer les certificats de décès. Après concertation avec les professionnels, nous pourrions également étudier la possibilité de permettre aux infirmiers de délivrer ces certificats, afin que les familles puissent rapidement entamer leurs démarches et faire leur deuil dignement.

**Enfin, nous disons NON à la fermeture de l'hôpital de Saint-Louis**, seul hôpital de toute la circonscription ! Nous sommes

les seuls aujourd'hui à dénoncer cette décision prise dans le dos de la population.

**Toutes nos propositions sont réalisables, avec une véritable volonté politique. Il est plus que temps que nos lois et notre système législatif prennent davantage en considération les plus démunis, nos gramoums, nos travailleurs, nos jeunes, nos familles réunionnaises. Je me suis toujours battu pour les Réunionnais, je continuerai à défendre un programme juste et cohérent, un programme juste, qui n'oublie personne. Je serai toujours à vos côtés.**

**Gilles Leperlier**  
**Candidat**

**à l'élection législative**  
**7e circonscription**

## Pourquoi je voterai pour Gilles Leperlier

**O**riginaire de Saint Leu et candidate suppléante lors du scrutin des législatives de 2012, je connais bien la 7e circonscription. Une circonscription très étendue, traversant pas moins de 6 communes (un quart des communes des l'île), regroupant aussi bien les hauts que les bas avec les préoccupations des uns et autres aussi éloignées qu'octobre l'est d'avril. Comment parler au nom de tous dans ces conditions ? Cela semble impossible.

Et pourtant, parmi tous les candidats qui se présentent aux scrutin des 23 et 30 septembre prochain, un candidat sort du lot. En effet, Gilles Leperlier, est issu de cette circonscription. Ses études maintenant terminées il se réinstalle désormais durablement à l'Etang Salé.

Enfant des "hauts" il connaît bien les difficultés des jeunes qui vivent dans des territoires enclavés ou retirés. Le manque d'infrastructure, le manque de moyen de transport, ou de distractions. Pour



**Julie Pontalba.**

lui cela a été une réalité et pas seulement des mots.

Il connaît aussi les soucis liés à la vie en ville, notamment la pollution de l'air ou sonore.

Son engagement au sein du PCR l'a énormément sensibilisé aux enjeux du changement climatique et donc à l'urgence d'agir en protecteur de notre Terre.

Et enfin, jeune père de famille il est aussi sensibilisé à l'éducation et aux problèmes liés à la condition féminine.

Il a derrière lui de nombreux combats gagnés comme celui du

COSPAR où avec les syndicalistes il a réussi à arracher au gouvernement une prime pour de 150 euros pour les travailleurs. Nous pouvons gager qu'avec un mandat il pourra aller encore loin dans la lutte et les revendications pour les Réunionnais.

Je ne doute pas un seul instant de son dévouement pour la population de la 7e circonscription et pour l'ensemble des Réunionnais. Il saura mettre son dynamisme et son efficacité à notre service.

Aussi j'appelle toutes les personnes qui nous ont fait confiance en 2012 à reporter toute cette confiance sur Gilles Leperlier. J'invite toutes les personnes qui hésitent encore dans le choix d'un candidat, à se renseigner sur l'ensemble de ce qui a déjà été réalisé par Gilles et à se rendre compte qu'il n'y a finalement qu'une alternative crédible pour l'avenir dans cette circonscription, avec le bulletin de Gilles Leperlier et Jessie Caro.

**Julie Pontalba**

## Edito

# Bourbon Bois : lutte exemplaire contre un système qui pille les richesses des Réunionnais

Cela fait plus d'une semaine que les travailleurs de Bourbon Bois sont en grève pour empêcher la faillite de leur entreprise en raison de sa gestion. Rappelons que selon les éléments d'une expertise réalisée par un cabinet indépendant mandaté par le Comité d'entreprise, l'étude de la comptabilité de Bourbon Bois fait apparaître d'importants transferts financiers, plus de 12 millions d'euros, de l'entreprise réunionnaise filiale du groupe GLV, vers d'autres sociétés de ce groupe. De plus, Bourbon Bois avait réalisé 23 millions d'euros de chiffres d'affaires en 2017. Autant dire que l'entreprise est viable, car pour compenser la suppression de l'APL accession, une des recettes principales de Bourbon Bois, la mobilisation des syndicats a permis d'obtenir de la Région le financement de plus de 500 dossiers d'APL accession, dont 134 concernent directement Bourbon Bois, ce qui fait que l'activité doit être assurée jusqu'à la fin de l'année 2019.

Mais au lieu de présenter une feuille de route, la direction veut fermer le site de Saint-Pierre en regroupant l'activité au Port, et a présenté un plan de licenciement, dit PSE, à la DIECCTE, pour supprimer 44 des 62 emplois, autant dire que la voie vers la fermeture est recherchée. Pour faire entendre leurs revendications, les travailleurs se sont mis en grève. Ils sont soutenus par l'UR974 et la CFDT. Mardi dernier, ils avaient obtenu de la sous-préfecture un soutien à une demande prioritaire : la nomination d'un administrateur judiciaire à la tête de Bourbon Bois en lieu et place du dirigeant actuel. Mais ceci n'écartait pas la menace du plan de licenciement.

La réponse est venue lundi de la DIECCTE qui a refusé d'homologuer le PSE. La lutte continue, dans l'attente de l'arrivée de l'administrateur judiciaire à la tête de l'entreprise.

La bataille menée par ces travailleurs réunionnais rappelle les conséquences d'une tendance de fond : la désresponsabilisation des Réunionnais à cause de la prise de contrôle de l'économie du pays par des groupes extérieurs. Bourbon Bois n'est en effet que la filiale d'un groupe dont le centre d'intérêt n'est pas La Réunion. C'est contre ces patrons qui viennent acheter des sociétés réunionnaises en raison d'un cadre fiscal favorable, et qui veulent les fermer quand les lois changent que les syndicats se sont mobilisés. Gageons que la lutte des travailleurs de Bourbon Bois puisse dynamiser une prise de conscience pour la responsabilité des Réunionnais, car qui mieux que les Réunionnais sont capables de développer La Réunion. A condition bien sûr que les Réunionnais puissent avoir le droit de décider ce qui est bon pour eux, notamment dans l'économie de leur pays.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21  
Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

## Le PCR rempart de la population victime de la gestion d'Olivier Hoarau

**M**anifestement, le changement, argument de campagne d'Olivier Hoarau pour se faire élire maire, se résume à une inquiétante régression de la démocratie au Port, et à la reprise sous d'autres noms de projets initiés par l'ancienne municipalité communiste qui étaient alors vivement critiqués par le suppléant de la députée Mouvement Pour La Réunion Huguette Bello.

En effet, souligne Firose Gador, «est-il normal que des proches du maire soient inquiétés par la justice ? Comment expliquer que la Mairie se porte partie civile dans une affaire de bagarre de bandes rivales impliquant des proches du maire et des employés municipaux dont le chauffeur et M. Voltigeant, «responsable de la sécurité» du maire du Port ?» Ces questions, l'élue communiste de l'opposition les a posées au maire en Conseil municipal. Olivier Hoarau a promis une réponse écrite qui n'est toujours pas parvenue à Firose Gador. L'avocat de la partie civile a pourtant avoué sa surprise de voir l'implication de la mairie dans ce procès.

### Opacité

Firose Gador souligne également une opacité sur les affaires courantes, les interpellations en conseil municipal ne donnent lieu à aucune réponse, les commissions ne rendent aucun avis. Ce n'est pas un fonctionnement démocratique. Ainsi, une cession de terrain à Petite Pointe s'est faite dans des conditions très obscures, à une société bien mystérieuse, dans un but assez curieux : construire une maison d'accueil pour personnes âgées alors qu'un tel projet était prévu dans Ville et Port, afin justement de rapprocher nos aînés du principal lieu d'activi-

té de la commune.

Ces faits s'accompagnent d'une chape de plomb.

De plus, la majorité n'arrive pas à se faire entendre au TCO, alors qu'elle amène au budget de l'intercommunalité une part importante de son budget.

Cette majorité a d'ailleurs bien du mal à tenir ses promesses. En effet, l'ensemble des projets sortis depuis les élections de 2014 ont été initiés par l'ancienne municipalité de direction communiste et étaient alors abondamment critiqués par Olivier Hoarau quand il était opposant. Ces projets ressortent aujourd'hui sous d'autres noms : Ville et Port devient Porte de l'océan, le projet de marché couvert est le même que celui porté par Jean-Yves Langenier. Pour tromper la population, Olivier Hoarau va même jusqu'à prétendre qu'il va lancer les premières rencontres de l'Association internationale des villes portuaires de l'océan Indien. Or, la rencontre fondatrice de l'AIVP a eu lieu en 2003.

Fait encore plus grave souligné par Firose Gador : quand il était membre de l'ancienne majorité avant de trahir, Olivier Hoarau a bénéficié de mission dans le cadre de l'AIVP, et «il ose dire qu'il n'y avait rien dans la coopération décentralisée avant 2014».

Simone Biedinger rappelle que le projet de Jean-Yves Langenier, l'EPHAD Fabien Lanave, va bientôt être fonctionnel, et est repris par la municipalité qui veut faire oublier qu'elle n'est pour rien dans ce projet.

D'où le résumé de la ligne de cette municipalité : «Dire que rien n'a été fait et reprendre tous les projets».

Olivier Hoarau est ancré dans des méthodes d'autres temps, explique l'élue communiste. Firose Gador invite la population à assister aux Conseils municipaux, «pour constater le mépris avec lequel est traité l'opposition».

Ces vieilles méthodes ne passent pas inaperçues. La population montre sa déception vis-à-vis des comportements de la majorité municipale. En effet, le renouveau tant prôné tombe à l'eau. Deux sentiments dominent : l'insécurité et celui de ne pas être pris en compte.

La rentrée scolaire a vu le retour de la semaine de 4 jours. La commune du Port n'offre plus d'activité périscolaire. «Les agents en service depuis de nombreuses années ne sont pas reconnus dans leur mission», ajoute Firose Gador. Ils avouent qu'ils occupent un double emploi : animation-garderie puis entretien des classes. «Il ne faut pas mélanger les choses et respecter les agents».

Le maire tente de rattraper les choses en allant rencontrer la population, or les numéros mis sur Facebook ne répondent pas, souligne-t-elle.

Patricia Filmar précise qu'une des caractéristiques de la Section communiste du Port, c'est d'être en contact avec la population en permanence. Ce lien lui permet de diffuser les informations que la municipalité voudrait faire passer sous silence. Grâce aux communistes, la chape de plomb est brisée.

«La population ne se laissera pas tromper», conclut Firose Gador, qui indique que le Parti communiste réunionnais sera présent lors de la prochaine élection municipale en 2020.

**Sentiment d'insécurité et vieilles méthodes**

**M.M.**

## Un enfant de moins de 15 ans meurt toutes les cinq secondes dans le monde

Quelque 6,3 millions d'enfants de moins de 15 ans sont morts en 2017, la plupart de causes évitables, selon les nouvelles estimations sur la mortalité juvénile publiées par l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Division de la population des Nations Unies et le Groupe de la Banque mondiale. Ce chiffre équivaut à un décès toutes les cinq secondes.

La vaste majorité de ces décès (5,4 millions) est survenue durant les cinq premières années de vie et la moitié concernait des nouveau-nés.

« Si nous n'agissons pas immédiatement, 56 millions d'enfants de moins de 5 ans, dont la moitié seront des nouveau-nés, mourront d'ici à 2030 », indique Laurence Chandy, Directeur de la division des données, de la recherche et des politiques de l'UNICEF. « En dépit des progrès remarquables que nous avons accomplis depuis 1990, des millions d'enfants continuent de mourir en raison de qui ils sont et de l'endroit où ils sont nés. Il suffit de solutions simples, telles que des médicaments, de l'eau salubre, de l'électricité et des campagnes de vaccination, pour changer cette réalité pour chaque enfant. »

### Des morts évitables

En 2017, 50 % des décès d'enfants de moins de 5 ans dans le monde ont eu lieu en Afrique subsaharienne et 30 %, en Asie du Sud-Est. Un enfant sur 13 meurt avant son cinquième anniversaire en Afrique subsaharienne. Dans les pays à revenu élevé, ce chiffre chute à un enfant sur 185.

« Il est impensable que des millions de bébés et d'enfants continuent de mourir chaque année parce qu'ils n'ont pas accès à l'eau, à des services d'assainissement, à une alimentation correcte ou à des services de santé de base », déplore le Dr Princess Nono Simelala, Sous-Directrice générale chargée du Groupe Famille, femmes, enfants et adolescents de l'OMS. « Il est de la plus haute priorité de fournir à chaque enfant un accès universel à des services de santé de qualité, en particulier à la naissance et durant les premières années de vie, afin que chaque enfant dans le monde ait la meilleure chance possible de survivre et de s'épanouir. »

« Le fait que plus de six millions d'enfants meurent avant leur quinzième anniversaire représente un coût que nous ne pouvons simplement pas supporter », indique Timothy Evans, Directeur principal chargé du pôle Pratiques mondiales Santé, nutrition et population du Groupe de la Banque

mondiale. « Il est fondamental de mettre un terme aux décès évitables et d'investir dans la santé des jeunes si nous voulons développer le capital humain des pays, et stimuler ainsi leur croissance et leur prospérité futures. »

### Inégalités

Malgré tout, moins d'enfants meurent dans le monde chaque année. Le nombre de décès chez les enfants de moins de 5 ans a considérablement diminué, passant de 12,6 millions en 1990 à 5,4 millions en 2017, et la même tendance a été observée pour la tranche des 5-14 ans, dans laquelle le nombre de décès est passé de 1,7 million à moins d'un million au cours de la même période.

« Ce nouveau rapport souligne les progrès remarquables accomplis depuis 1990 pour réduire le taux de mortalité des enfants et des jeunes adolescents », déclare M. Zhenmin Liu, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales de l'ONU. « Il est essentiel de réduire les inégalités en venant en aide aux nouveau-nés, aux enfants et aux mères les plus vulnérables si nous voulons atteindre la cible des objectifs de développement durable d'éliminer les décès évitables d'enfants et garantir que personne n'est laissé pour compte ».

### In kozman pou la rout

#### « Si na poin dofé, na poin la fimé »

Ala in provèrb danzéré. Pou kosa ? Pars li vé dir si in brui i kour sa i vé dir néna kékshoz la spassé. Si la rimèr i di konmsa ou néna kékshoz a oir avèk in n'afèr la spassé, néna kékshoz de vré, kék par. Poitan, zot i pans pa néna désèrtènn rimèr i baz pa dsi arien. In sinp kalomni, in sinp mansonz invanté é ala lo koupab idéalé fine trouvé. Poitan ni koné bien lo kozman k'i di konmsa : kroi solman la moityé sak ou la vi, kroi pa ditou sak ou la antandi. Mèm si néna dé prèv ? Zot la zamé antann parl bann prèv fabriké ? Poitan dann listoir mèm néna in bonpé éskandal la zamé égzisté é demoun la pèye lé konsékans. Donk, alon méfyé dann tou lé ka. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé.

# Oté

## Tout fason Dimitri la mète in boi promyé kalité, kaziman in boi d'fèr. Alor ?

Mi rapèl in zour, bann zèlèv l'avé pou tradui i tèks dsi lo Rom antik. Pars ni koné bien tout shomin i amenn laba i paré. An touléka, sé in péi lété in vil épi la vni in républik, épizapré la vni in l'anpir. Konm i di kékfoi, mèm si la pa vré, Rom la koloniz tout lo mond koni. Lé pa vré pars dann tan-la l'avé dann l'ékstrèm oryan inn dé grann puisans lété pa pou néglijé épi bann z'indien dann l'amérik ép bann zafrikin dann l'afrik. Tout fason, lé pa vré, pars lé pa vré in poin sé tou !

Dann l'anpir-la, momandoné l'avé in l'anprèr téi apèl Jules Cézar é li l'avé fé tout sak li pé pou fé viv bann romin dsi la tête bann koloni-é oui ! Kolonyalism i date pa de yèr !- é li l'avé invant in formil zordi ankor désèrtin i ansèrv. Formil-la téi di : kosa lo pèp la bézoin ? Do pin épi bann zé d'sirk. Dopin zot l'avé san travaye épi zé d'sirk zot l'avé pars téi fé soubate demoun ziska la mor épi bann éspéktatèr lété kontann sa. Bann gladyatèr lété pa bann romin, mé la plipar d'tan bann zétranzé zésklav bann romin.

Si mi anparl de sa sé par raport mon télé. Késtyon fèyton a la roz li mank pa ! Késtyon l'éspor i mank pa nonpli ! Késtyonn la kui manzé néna pou boir é pou manzé. Si ou i vé instruir aou in pé, néna galman mé gète bien kèl èr ou i lèv pars lo bann zémisyon i ésplik aou lo mond sa i pass gro fénoir, mèm bar d'zour gran matin. Alor agard fèyton ! Agard léspor ! Agard la kuizine ! Agard tout sak ou i pé mé pou instruye aou, lé dir é la télé i zoué pa son rol.

Tanzantan, dann l'anvironeman ou i antan demoun i fé Wééé ! É mèm tazantan ou i antan bipbip bip, demoun i sar fète bann viktoir zot la pa ranporté. Mé domin ? Domin mon fiy i sava pol anploi pou sèye gingn in travaye inprobabl. Domin ? Mon garson i sava fé son formalité pou alé Kanada. I paré laba la bézoin demoun pou travaye. Domin ? Moin v'alé konm dabitid fé in klé pou mète in pé d bèr dsi zépinar-konm i di !-Domin ? Mon madam néna son bann marmite pou lavé, son pti zanfan va pass pou gouté é si la méri i pans aèl ? I koné zamé sa-in pti kontra pou balyé lékol.

Domin sé domin : so soir football i pète dann télé é bann védète i fé dé fienk vèy pa ! Ala pa ké Dimitri i fout in kou d'pate majik dopi trant mète a popré é i pèrs lo gol an fas konm si li lété o zaboné absan. Domin sé domin pars l'inportan sé k'Dimitri la mark pétète lo pli zoli boi la sézon football. Alé Dimitri ! Amont azot kèl koté brinjèl i sharj isi La Rényon. In boi promyé kalité, konm k'i diré in boi d'fèr. Oui ma fiy !

*Justin*